

Turquie: plus de 7.000 signatures pour demander la libération de Meryem Özsoğüt

Le dimanche 13 juillet, l'ISP a appelé les dirigeants/es de l'UE, qui discutaient du projet d'Union méditerranéenne à Paris, à faire pression sur le gouvernement turc pour qu'il libère Meryem Özsoğüt. Deux jours auparavant, l'ISP avait remis près de 7.000 messages de soutien, provenant du monde entier, à Joost Lagendijk, Président de la délégation UE-Turquie du Parlement européen. Au sein de l'UE, actuellement sous présidence française, Lagendijk a soulevé le problème de cette détention inacceptable, un geste que salue Peter Waldorff, Secrétaire général de l'ISP. Mme Özsoğüt a été arrêtée en janvier 2008, et l'ISP estime que c'était uniquement à cause ses activités de dirigeante syndicale. Plus d'informations ici <<http://www.world-psi.org/TemplateEn.cfm?Section=Home&Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=20406>> .

Aux Philippines, les victimes du typhon reçoivent de l'aide du Fonds du Centenaire de l'ISP

Après le passage du typhon Frank (nom officiel: Fengshen) sur les Philippines le 21 juin dernier, le bilan fait état de centaines de morts et de nombreuses destructions. La catastrophe a touché un nombre total de 4.195.665 personnes dans 5.855 villages répartis dans une vaste zone. Plus de la moitié de ces villageois, soit 2.462.310 personnes, ont été déplacés. On dénombre 557 morts, 826 blessés et 26 disparus. Quelque 92.129 maisons ont été détruites tandis que 322.010 autres ont été endommagées. Parmi les victimes figure un grand nombre de membres d'affiliés de l'ISP. L'ISP a décidé de leur offrir une contribution de €10.000 provenant du Fonds du Centenaire. Cet argent sera utilisé pour venir en aide aux syndicalistes et à leurs familles.

Université mondiale du travail - on demande des articles

Depuis ses débuts, l'Université mondiale du travail (www.global-labour-university.org) accueille des syndicats dans son programme de maîtrise en questions relatives au monde du travail. Cette Université est aussi un réseau de syndicats et d'universités cherchant à faciliter la recherche et à susciter le débat. Pour sa conférence annuelle de 2009, elle invite des syndicalistes et des intellectuels à présenter des articles et à discuter d'une part des réactions de la main d'œuvre au défi de la financiarisation, d'autre part de la manière dont les marchés financiers augmentent les rendements de leurs investissements. Ces études doivent réagir

* aux effets de la mobilité internationale du capital sur les salaires, les conditions de travail et les syndicats;

* à l'octroi de droits et de possibilités de négociation collective aux travailleurs/euses de la précarité et de l'économie informelle.

Les propositions d'articles doivent être envoyées sous forme électronique et parvenir à l'Université avant le 1er novembre 2008. Pour davantage de détails, voir http://www.global-labour-university.org/fileadmin/download/GLU_Conference_2009_Call_for_Papers.pdf <http://www.global-labour-university.org/fileadmin/download/GLU_Conference_2009_Call_for_Papers.pdf> .

Le dernier délai d'inscription aux programmes de l'Université mondiale du travail au Brésil et en Afrique du Sud est le 1er septembre 2008. Plus d'informations ici: <http://www.global-labour-university.org> <<http://www.global-labour-university.org>> .

GB: les employés/es des services de passeports font grève pour leur salaire

23 juillet - dans sept bureaux régionaux des passeports de Grande-Bretagne, près de 3.000 membres du Public and Commercial Services Union (PCS), un affilié de l'ISP, se sont mis en grève pour protester contre leur niveau de salaire et contre les compressions de personnel.

Le conflit porte sur une augmentation de salaire de 2,5 % qui n'a pas été accordée à tout le personnel. Les sept bureaux de passeports concernés par la grève sont ceux de Londres, Liverpool, Belfast, Glasgow, Peterborough, Newport et Durham. Soixante-huit services chargés de conduire des entretiens d'identité sont également concernés.

Pour la cinquième année consécutive, les employés les plus anciens n'ont plus reçu d'augmentation. Le personnel proteste également contre la fermeture de bureaux par le gouvernement.

L'on projette déjà de fermer le bureau des passeports de Glasgow, ce qui reviendrait à supprimer plus de 100 postes. Comme l'explique Mark Serwotka, Secrétaire général du PCS, "la fermeture du bureau de Glasgow et la menace d'en fermer trois autres, non spécifiés, ont attisé la colère suscitée par la politique salariale du gouvernement, qui ne tient pas compte de l'inflation. Il est scandaleux que des employés/es de longue date n'aient plus reçu d'augmentation depuis cinq ans, et que la seule récompense d'un travail dur et efficace soit une réduction de salaire en termes de pouvoir d'achat."

Déclaration relative aux négociations sur les services dans le cadre de l'OMC

La délégation du réseau Our World is Not For Sale (OWINFS - Notre monde n'est pas à vendre) présente à Genève pendant les récentes négociations de l'OMC a réagi aux derniers développements des négociations sur les services. L'OMC exerce actuellement de fortes pressions sur les pays membres pour qu'ils souscrivent, aux termes de l'Accord général sur le commerce des services, des engagements relatifs aux dispositions régissant l'accès des prestataires de services étrangers à leur marché national. Ces dispositions seraient fixées de façon définitive et irréversible, même si les pays concernés ne sont pas certains de vouloir les maintenir en l'état au cas où leur situation viendrait à changer. La délégation de l'OWINFS craint que les quatre pays qui résistent énergiquement aux pressions en faveur d'un tel accord sur les services (le Venezuela, la Bolivie, Cuba et le Nicaragua) ne se retrouvent isolés au sein de l'OMC et soumis à des pressions croissantes pour les persuader de signer l'accord. Si ces pays bloquent l'accord, ils seront accusés d'avoir causé l'échec du cycle actuel de négociations et ils risquent de subir les représailles de membres plus puissants de l'OMC tels que les Etats-Unis et l'Union européenne. Le Président des négociations sur les services essaie de faire approuver un rapport très partial comme s'il s'agissait d'un texte consensuel, et ce malgré l'opposition verbale de certains membres. Cliquez ici pour lire la déclaration de l'OWINFS. L'ISP a signé cette déclaration et nous vous invitons à faire de même. Merci d'envoyer vos signatures à David Robinson à robinson@caut.ca <<mailto:robinson@caut.ca>> .

Projet de grève d'un jour des travailleurs et travailleuses de la santé en Corée

L'un des affiliés coréens de l'ISP, le syndicat des travailleurs/euses de la santé et de la médecine (KHMWU), a lancé un appel à la grève pour le 23 juillet. Le syndicat proteste contre la commercialisation des ressources médicales et l'utilisation de viande bovine américaine dans les repas des patients, tout en demandant une augmentation de 10,2 % des salaires et davantage de personnel. Le syndicat revendique aussi de meilleures conditions de travail, et appelle le gouvernement à renoncer à son projet de privatiser le système d'assurance santé.

Pour faire passer leurs revendications, les dirigeants syndicaux ont annoncé un sit-in pour le mardi soir dans vingt hôpitaux du pays. Environ 37.450 travailleurs syndiqués cesseront le travail dans 118 hôpitaux si un accord n'est pas trouvé dans le délai. Selon le syndicat, du 16 au 18 juin, 73 % des votants s'étaient exprimés pour une grève lors d'un vote à bulletins secrets.

Le gouvernement a déclaré de nombreux lieux de travail « zones interdites de grève », où toute action collective des travailleurs est prohibée. Les syndicalistes affirment que les cadres supérieurs cherchent à manipuler les textes pour que des hôpitaux soient recensés parmi ces zones.

"Nous sommes aussi très inquiets à cause des projets du gouvernement pour transformer des hôpitaux en organismes à but lucratif. Alors la qualité des services baissera, mais on continuera à nous licencier pour faire davantage de bénéfices", nous dit un porte-parole du syndicat.

Succès de la grève des chauffeurs de bus suédois

Un conflit de longue haleine parmi les chauffeurs de bus suédois s'est mué en grève nationale le 18 juillet, après l'échec des négociations entre syndicats et employeurs en matière de salaires, d'horaires et de conditions de travail. Finalement, Kommunal, le syndicat des chauffeurs, a obtenu une convention avec la compagnie de transports Bussarbetsgivarna. Cette convention aligne les conditions de travail des membres de Kommunal employés par des compagnies de bus privées sur les conditions du secteur privé. Les horaires de travail et les temps de repos quotidiens ont été améliorés, et les salaires augmentés d'un montant variant entre 2080 et 2380 couronnes suédoises, sur trois ans.

A l'Université de Californie, les employé-e-s des services font grève pour mettre fin à des salaires de misère

Les employé-e-s qui assurent les différents services sur les dix campus de l'Université de Californie ont entamé une grève de cinq jours pour protester contre leur niveau de salaire. Ces travailleurs, qui sont membres de la fédération américaine des employé-e-s publics travaillant pour les Etats, les comtés et les municipalités (AFSCME), perçoivent des salaires inférieurs de 25% à ceux des employé-e-s occupant des emplois comparables dans des universités ou des hôpitaux privés.

Les bus reliant les différents campus ont cessé de circuler, les cafétérias ont réduit leurs horaires d'ouverture, mais les centres médicaux ont assuré normalement leurs soins aux patients.

Le personnel en grève comprend les gardiens, les personnes chargées de l'entretien des surfaces et jardins, les chauffeurs d'autobus, les cuisiniers et les surveillants de parking. Certains employé-e-s des centres médicaux ont aussi fait grève par solidarité avec leurs collègues.

Cela fait un an qu'AFSCME essaie de négocier un nouveau contrat collectif avec l'Université, mais en vain. Les travailleurs demandent que leur salaire horaire passe à \$15. Près de 96 pour cent des membres du syndicat ont des salaires tellement faibles qu'ils remplissent les conditions requises pour bénéficier d'au moins un des programmes d'assistance sociale du gouvernement. La direction de l'Université a proposé une augmentation selon laquelle le salaire horaire serait dorénavant compris entre \$11,50 et \$12 l'heure, offre que les employé-e-s ont bien sûr rejetée. Pour plus d'informations, voir <http://blog.aflcio.org/2008/07/14/university-of-california-service-workers-strike-to-end-poverty-wages/> <<http://blog.aflcio.org/2008/07/14/university-of-california-service-workers-strike-to-end-poverty-wages/>>

Royaume-Uni: les membres d'UNISON font grève pour obtenir de meilleurs salaires

Le Secrétaire général d'UNISON, Dave Prentis, se joint à des membres du syndicat à Westminster pour demander une revalorisation des salaires qui tienne compte du taux d'inflation.

Des centaines de milliers d'employé-e-s de l'administration publique locale britannique ont fait grève pendant deux jours pour demander des salaires équitables. Ce mouvement s'est produit en réponse à la proposition gouvernementale d'augmenter les salaires de seulement 2,45%. Les membres d'UNISON expliquent qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de faire grève. Étant donné la forte hausse du coût de la vie, ils ne peuvent accepter une augmentation salariale qui ne suit pas le cours de l'inflation, car cela signifie qu'ils gagneraient moins qu'avant.

Les militants d'UNISON ont organisé des piquets de grève, des rassemblements et des manifestations dans tout le pays, y compris l'Irlande du Nord et le Pays de Galles. En Écosse, les membres d'UNISON hésitent encore à entreprendre un mouvement de protestation, alors que leur gouvernement leur a accordé des ajustements salariaux inférieurs au taux d'inflation. La plupart des grévistes font partie des travailleurs les moins bien payés du Royaume-Uni : ils gagnent moins de £6,50 l'heure (soit €8 ou \$13). Les deux-tiers d'entre eux sont des femmes et toutes ont affirmé au syndicat qu'elles ont du mal à joindre les deux bouts.

Ces employé-e-s fournissent de précieux services publics de première nécessité, notamment au niveau des collectivités locales. Ils/elles assurent le nettoyage des rues et des écoles, célèbrent des mariages et des unions civiles, entretiennent les jardins publics, veillent à la sécurité alimentaire ou encore prodiguent des soins aux enfants et aux personnes âgées. Pourtant, leurs salaires ne sont pas élevés, alors qu'au Royaume-Uni comme ailleurs, les prix des aliments, du combustible et de l'énergie ne cessent de grimper.

Bien que, pour ces 600.000 membres d'UNISON, la perte de deux journées de salaire soit un sacrifice, ils ont décidé de passer à l'action pour que leurs employeurs comprennent que trop, c'est trop et qu'il est grand temps de signer un accord salarial équitable. Les journées d'action ont eu lieu les 16 et 17 juillet.

Pour plus d'informations: <http://www.unison.org.uk/paymatters/index.asp> <<http://www.unison.org.uk/paymatters/index.asp>>

Les travailleurs/euses indiens de l'électricité manifestent

Le syndicat des travailleurs de l'électricité à Delhi, affilié à l'ISP, a organisé une journée d'action le 1er juillet. 10.000 femmes et hommes ont formé un rassemblement et une manifestation pacifique pour soumettre un mémorandum au Gouverneur de l'Etat de New Delhi. L'enjeu était de faire respecter un accord tripartite, après la privatisation du Delhi Electricity Supply en 2000. La direction (IPGCL et Delhi Transco Ltd) avait délibérément ignoré l'accord et n'avait jamais répondu au syndicat, ni proposé de le rencontrer.

Le syndicat demande également la réintégration de cinq employés de l'IPGCL qui ont été licenciés début avril pour le motif qu'ils « criaient des slogans » critiquant la direction. Les employés licenciés sont:

- * M. Ramakant Sharma
- * M. Amarjeet
- * M. Krishan Chakravorti
- * M. N.C.Joshi
- * M. Sameer Chatterjee

Le syndicat couvre les dépenses de ces travailleurs avec ses propres fonds et continuera sa campagne jusqu'à ce que la direction l'invite à des discussions, réintègre les employés licenciés et remette en vigueur l'accord tripartite.

L'ISP a écrit une lettre au Vice-gouverneur de New Delhi, au Premier ministre de l'Etat et au Ministre de l'énergie demandant que la direction réintègre les employés dans leurs fonctions et que l'accord tripartite soit respecté. Les affiliés de l'ISP sont invités à envoyer des lettres similaires. Pour plus d'informations, contactez rights@world-psi.org <<mailto:rights@world-psi.org>> .

Séminaire sur les normes du travail dans les projets des IFI

Le Bureau africain de la CSI, le bureau de représentation des Syndicats mondiaux à Washington et le FES du Bénin ont organisé une session de formation au Togo les 23-24 juin sur les normes du travail dans les projets financés par la Banque mondiale et la Société financière internationale (IFC). Des participants sont venus du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Tchad, du Niger, de la RD du Congo, du Niger, du Sénégal et du Togo. L'ISP était présente, avec Teko Kpodar, Secrétaire régional pour l'Afrique et les pays arabes, et Mathieu Agonglovi, Secrétaire général de FENASSEP, Togo.

Peter Bakvis, Directeur du bureau de représentation des Syndicats mondiaux à Washington, a présenté des informations sur les normes fondamentales du travail dans les projets financés par la Banque mondiale et l'IFC en Afrique francophone. Les participants ont acquis des connaissances sur les normes du travail qui seraient nécessaires dans les prêts de la Banque mondiale, sur les stratégies syndicales et sur la structure des Institutions Financières Internationales. Ils ont travaillé par groupes pour préparer et présenter des stratégies de surveillance et des contrôles des normes du travail.

Les participants ont également découvert des possibilités de travailler en collaboration avec le bureau de représentation des Syndicats mondiaux à Washington et la CSI Afrique pour mieux soutenir les travailleurs/euses concernés par des projets de la Banque mondiale et de l'IFC en Afrique.

La Banque mondiale demande aux pays d'Europe de l'Est d'accueillir des immigrants

La Banque mondiale a proposé que les pays d'Europe de l'Est s'ouvrent à l'immigration de haut niveau, pour éviter des pénuries de personnel et compenser l'exode des travailleurs/euses vers l'Europe de l'Ouest. Le rapport reconnaît que, dans certains pays, le bas niveau des salaires et des allocations dissuadent les migrants/es de rentrer chez eux, mais omet de rappeler que les politiques de bas salaires promues dans cette région par le FMI et la Banque mondiale ont été un facteur d'exode important, en particulier parmi les jeunes. La Bulgarie, par exemple, où les IFI ont constamment fait pression contre des augmentations du salaire minimum, et dont les salaires sont les plus bas de l'UE, a perdu 11,5 % de sa population totale entre 1990 et 2006, tombant de 8,7 à 7,7 millions d'habitants. La recommandation d'augmenter l'immigration en Europe de l'Est fait partie d'un rapport de 160 pages de la BM, intitulé "Innovation, Inclusion and Integration: From Transition to Convergence in Eastern Europe and the Former Soviet Union":

http://siteresources.worldbank.org/ECAEXT/Resources/258598-1214317074726/Innovation_Inclusion_Integration_Full_Report.pdf
<http://siteresources.worldbank.org/ECAEXT/Resources/258598-1214317074726/Innovation_Inclusion_Integration_Full_Report.pdf>

Journée internationale de la jeunesse 2008

Le 12 août est la Journée internationale de la jeunesse de l'ONU. Le thème retenu pour la journée de cette année est: "Les jeunes et le changement climatique: il est temps d'agir".

La Journée internationale de la jeunesse constitue pour la communauté internationale une occasion de reconnaître le potentiel des jeunes, de valoriser leurs accomplissements et de planifier des initiatives visant à mieux les mobiliser pour qu'ils participent efficacement au développement des sociétés dans lesquelles ils vivent. Cette journée représente une occasion unique pour un rassemblement de toutes les parties prenantes en faveur d'une participation accrue des jeunes dans les prises de décision à tous les niveaux.

Les jeunes sont de plus en plus nombreux à répondre à l'appel à l'action en matière de changement climatique. Il faut maintenant les mobiliser activement dans les domaines de la préparation aux situations d'urgence, la réduction des risques et l'adaptation aux menaces. L'ISP invite également l'ensemble de ses affiliés à chercher des solutions au problème du recrutement syndical et la rétention des jeunes travailleurs et elle invite ces derniers à participer activement aux activités syndicales. L'ISP met en œuvre des activités en faveur des jeunes travailleurs/euses aux niveaux régional, sous-régional et national, afin de favoriser de façon novatrice leur participation à la vie syndicale.

L'ISP publiera une déclaration à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse. Elle sera disponible sur le site web de l'ISP.

Rencontre de jeunes travailleurs et travailleuses à Antigua

Les jeunes travailleurs et travailleuses de la région Inter-Amériques se sont retrouvés à Antigua, aux Antilles, du 9 au 11 juillet. Ce groupe enthousiaste a par exemple débattu des questions suivantes:

- par quelles structures augmenter l'impact des jeunes travailleurs/euses dans la région, et comment accroître leur participation aux événements de l'ISP;

- cas de précarité du travail dans le secteur public des pays et sous-régions des participants;
- normes minimales qui assureraient un travail décent aux jeunes employés/es du secteur public; et activités des jeunes travailleurs/euses de la région pour soutenir la Journée mondiale pour le travail décent. Cela implique de trouver sur ce sujet des documentations et des ressources éducatives qui conviennent plus particulièrement aux jeunes.
- stratégies pour recruter et conserver de jeunes travailleurs/euses, succès et obstacles rencontrés;
- comment améliorer la communication et la coopération avec d'autres organisations syndicales régionales et mondiales.

Forum social européen

Le prochain Forum social européen aura lieu à Malmö, Suède, du 17 au 21 septembre. Plus de 20.000 participants sont attendus à ce forum, qui est un grand lieu de rencontre des mouvements sociaux en Europe. Pendant cinq jours, des séminaires et des ateliers alternent avec des événements culturels, musicaux, militants et des manifestations. Pour tous renseignements sur ce forum, notamment comment s'inscrire pour un stand, réserver le logement et autres arrangements pratiques, voir www.esf2008.org <<http://www.esf2008.org/>> .

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distribuer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

Voir la sélection complète des bulletins de l'ISP et vous inscrire sur <http://www.world-psi.org/subscribe>